



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Lucé, le 7 octobre 2009

Groupe de subdivisions d'Eure-et-Loir

Directeur

Référence : N°9987/ RAAPC / IC09406

Affaire suivie par :

drir.e.gs28@industrie.gouv.fr

Tél. 02 37 91 27 60 – **Fax** : 02 37 90 71 92

Vérifié par :

0998720091007SYN

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE RELATIF A LA REALISATION DE
CAMPAGNES DE RECONNAISSANCE DE LA QUALITE DES SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES

SOCIETE LAGANNE ISOLANTS

A BONNEVAL

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
 Cartographie des résultats et estimation du panache de pollution au 1/25000 - Etude SOGESPOL - Campagne juin 2009
Copie à : EISS

1. PREAMBULE

La DDASS, dans le cadre des contrôles de la qualité sanitaire des eaux potables, transmet, chaque année, un récapitulatif concernant l'ensemble des communes présentant des résultats d'analyse positifs en composés organo-halogénés volatils (COHV) sur les eaux destinées à la consommation humaine du département d'Eure-et-Loir.

La présence de composés organo-halogénés volatils (cis-1,2 dichloroéthylène, 1,1,1-trichloroéthane, 1,1,2,2-tétrachloroéthylène, trichloroéthylène,) a été détectée sur les captages d'alimentation en eau potable de la commune de Bonneval « Méroger et Prés Nolleys » depuis le début des années 1990 avec des teneurs restant inférieures aux valeurs limites de qualité instaurée par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.

L'inspection des installations classées a programmé en 2009 sur Bonneval :

- des inspections thématiques, auprès de 17 établissements classés pour la protection de l'environnement (7 établissements soumis à autorisation et 10 à déclaration), sur les pratiques de gestion des eaux industrielles et pluviales, les modalités de stockages de produits chimiques et de gestion des déchets ;
- des campagnes d'analyses sur les piézomètres et forages existants en amont des captages AEP pollués afin d'identifier la ou les sources de pollution.

L'établissement LAGANNE ISOLANTS a fait l'objet d'une inspection en juillet 2009 et le puits présent sur le site a été analysé dans le cadre de la première campagne d'analyses des eaux souterraines.

Le site LAGANNE ISOLANTS est distant d'environ 50 m d'un des deux captages d'alimentation en eau potable de la commune de Bonneval.

2. INSPECTIONS THEMATIQUES

Par courrier du 3 juin 2009, Maître HAUCOURT VANNIER a été informé d'une visite d'inspection programmée sur le site de LAGANNE ISOLANTS et des dispositions réglementaires à respecter, notamment de joindre à la déclaration de cessation d'activité le bilan environnemental prévu à l'article L. 623-1 du Code de commerce et l'adresser sous 15 jours au Préfet (avec copie DRIRE).

2.1. Constat lors de la visite d'inspection

L'établissement LAGANNE ISOLANTS a fait l'objet d'une inspection le 3 juillet 2009.

La société LAGANNE ISOLANTS a exploité, jusqu'en mars 2009 à Bonneval, des ateliers de fabrication d'isolants pour l'électricité. Les installations ont été mises à l'arrêt définitif à la suite du jugement du tribunal de commerce de Chartres en date du 4 mars 2009 qui a placé la société LAGANNE ISOLANTS en liquidation judiciaire sans poursuite d'activité et a désigné Maître HAUCOURT-VANNIER en qualité de liquidateur.

Les premiers ateliers ont fait l'objet d'un classement par arrêté du 14 octobre 1937 ; une extension a conduit à une nouvelle autorisation faisant l'objet d'un arrêté du 18 juin 1948 ; puis une deuxième extension a conduit à une nouvelle autorisation faisant l'objet d'un arrêté du 1^{er} août 1961. La société LAGANNE et Cie a fait l'objet de prescriptions complémentaires par arrêté du 28 août 1987 pour l'exploitation d'un ou des appareils contenant des PCB. Un récépissé de déclaration de changement d'exploitant a été délivré le 4 mai 2004 au profit de la société LAGANNE ISOLANTS.

L'établissement LAGANNE ISOLANTS occupe une parcelle d'environ 4 000 m², parcelle cadastrale n°78 de la section ZN 01. Le site est clôturé sur la majeure partie entre le bâtiment Nord (bâtiments récents) et le bâtiment Sud (bâtiments anciens). La partie Nord du site derrière le bâtiment principal n'est pas clôturée et un accès véhicules est possible par un chemin non bitumé.

L'eau était prélevée dans la nappe par un forage industriel. Le puits est situé dans le bâtiment ancien. Un garde-corps d'au moins 1 m ceinture le puits. La protection du puits n'est pas conforme à la norme NF X 10-999, Avril 2007, réalisation, suivi et abandon d'ouvrages de captage ou de surveillance des eaux souterraines réalisés par forage : afin d'éviter l'introduction d'objets divers, de substances ou d'actes de vandalisme, il est indispensable de protéger la tête de puits d'un dispositif étanche.

L'activité principale du site, était la fabrication d'isolants pour l'électricité à base de papiers, coton, tissus de verre et micas enduits de résines bakélite, mélamine, époxy, silicone, gomme laque.

Les produits ayant été utilisés et repérés lors de la visite d'inspection sur le site de LAGANNE ISOLANTS sont :

- des fûts de résines et durcisseurs ; bakélite, contenant du phénol, toluène et du fluor ;
- des fûts d'acide oléique, méthyléthylcétone, méthanol, méthoxy-propanol, propanol ;
- des fûts d'huiles et deux cuves verticales de 80 m³ de fuel lourd ;
- des solvants de dégraissage ayant pu contenir des composés organo-halogénés ;
- la présence suspectée d'un transformateur au PCB dans les anciens ateliers.

Les principaux constats concernent les opérations d'évacuation des produits et des déchets dangereux, la mise en sécurité des équipements sensibles tels que les cuves de produits dangereux et le nettoyage des sols souillés qui n'ont pas été réalisés.

2.2. Mesures prises suite à la visite d'inspection

Suite à la visite d'inspection, des sanctions administratives ont été prises à l'encontre du liquidateur désigné pour la liquidation judiciaire de la SA LAGANNE ISOLANTS pour la mise en sécurité du site de production de LAGANNE ISOLANTS. La notification de l'arrêt définitif des installations n'a pas été établie et transmise en Préfecture.

3. RESULTATS DE LA CAMPAGNE D'ANALYSES SUR LES PIEZOMETRES

Le bureau d'études SOGESPOL a été missionné par la DRIRE pour la réalisation de campagnes d'analyses sur les piézomètres et forages existants en amont des captages de Bonneval.

L'objectif principal de la mission est de localiser au mieux l'origine de la pollution aux COHV des eaux souterraines captées pour l'alimentation en eau potable. Un réseau de 8 forages ou piézomètres a été utilisé pour le contrôle de la qualité des eaux souterraines en amont et en aval des sources potentielles de pollution, dont le forage présent sur le site de LAGANNE ISOLANTS. Une campagne de hautes eaux a été réalisée fin juin et la campagne de basses eaux est prévue mi-octobre.

Le bureau d'études SOGESPOL a rendu son rapport intermédiaire référencé "surveillance de la pollution des eaux souterraines par des composés organo-halogénés volatils (COHV) sur la commune de Bonneval, Campagne de juin 2009", Rapport 07-09-17, version 1 du 03/09/2009.

La nappe concernée par les prélèvements est la nappe de la Craie Sénonienne. Cette nappe est présente entre 12 et 15 m de profondeur au droit du secteur étudié. Sa perméabilité est essentiellement liée à son degré de fracturation et d'altération. Des circulations de type karstique peuvent exister. La protection de cette nappe est faible et dépend de la couche d'argile à silex sus-jacente.

Les résultats des relevés et analyses de juin 2009 sont repris dans le tableau ci-dessous :

	unité	LAGANNE ISOLANTS - puits	Forage MEROGER	Forage PRES NOLLETS
Identifiant BSS		0325-4X-094	0325-4X-0103	0325-4X-0104
Côte NGF des eaux souterraines	m	118,6	119,1	112
Profondeur des eaux souterraines / sol		- 12,4	- 10,9	- 20
cis-1,2 dichloroéthylène	µg/l	<1	<1	<1
1,1,1-trichloroéthane		1,5	0,2	0,4
Tétrachloroéthylène (PCE)		9,8	3,1	2,6
Trichloroéthylène (TCE)		0,7	0,4	0,6
Somme PCE + TCE		10,5	3,5	3,2

Le sens général d'écoulement au droit du secteur étudié déterminé à partir des mesures de juin 2009 est de Nord-Nord-Ouest vers le Sud-Sud-Est. Cependant le cône de rabattement du captage d'alimentation en eau potable de Prés Nollets semble s'étendre sur environ 1 km. Le site de LAGANNE ISOLANTS est localisé à environ 50 m du captage d'alimentation en eau potable "Méroger".

Les analyses réalisées par le bureau d'études SOGESPOL en juin 2009, au droit du site de LAGANNE ISOLANTS, ont décelé des concentrations en tétrachloroéthylène, trichloroéthylène avec des teneurs respectives de 9,8 et 0,7 µg/l, soit une teneur de 10,5 µg/l à comparer à une teneur de 10 µg/l (valeur limite de qualité instaurée par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine pour la somme de tétrachloroéthylène et trichloroéthylène). Des teneurs en tétrachloroéthylène et trichloroéthylène ont également été mesurées sur les captages de Bonneval, mais elles restent inférieures aux valeurs limites de qualité instaurée par l'arrêté du 11 janvier 2007.

Le chargé d'études conclut que l'établissement LAGANNE ISOLANTS pourrait être à l'origine des concentrations en COHV présentes au niveau des deux captages « Méroger et Prés Nollets » de la commune de Bonneval.

Il recommande " de réaliser des investigations approfondies (étude documentaire, sondages, piézomètres et analyses) sur l'ancien site LAGANNE ayant utilisé des COHV et présentant des teneurs dans les eaux plus élevées que celles mesurées sur le reste du secteur étudié."

4. AVIS DU SERVICE D'INSPECTION - CONCLUSIONS

Au vu de ces résultats, il semble pertinent de demander à Maître HAUCOURT-VANNIER, en sa qualité de liquidateur de la société LAGANNE ISOLANTS, de faire réaliser par un organisme compétent, l'étude de caractérisation de l'état des milieux (sols, sous-sols, eaux souterraines, eaux superficielles...) et de son environnement, d'interpréter cet état, de proposer une solution de gestion adéquate et de mettre en œuvre les mesures de gestion sur le site.

C'est l'objet de l'arrêté préfectoral complémentaire joint qui prend en compte la méthodologie de gestion de la dépollution du site, s'appuyant sur les outils de gestion et de réaménagement des sites pollués mis en place par le ministère en charge de l'environnement, publié le 8 février 2007.

4.1. Diagnostic environnemental et état des lieux du site et de ses environs immédiats.

Afin d'identifier l'impact potentiel de la pollution du site sur les milieux (air, eaux souterraines et de surface, sols, sous-sols...), il est demandé à Maître HAUCOURT-VANNIER, en sa qualité de liquidateur de la société LAGANNE ISOLANTS, de réaliser un diagnostic environnemental et un état des lieux du site et de ses environs immédiats.

Ce processus doit permettre de connaître l'état des milieux, d'identifier les enjeux sanitaires et environnementaux afin de définir une stratégie de gestion propre au site et aux milieux environnants.

La réalisation du diagnostic de l'état des milieux comprend notamment :

- Une analyse historique du site ;
- Une recherche documentaire à l'effet de dresser l'inventaire des substances chimiques ayant été mises en œuvre sur son site d'exploitation depuis la mise en service des installations, dans la limite des informations disponibles dans les fiches de données de sécurité des préparations et substances utilisées et dans les fiches techniques de ces produits ;
- Une étude de vulnérabilité et de sensibilité des milieux à la pollution au droit du site ;
- Une définition de valeurs seuils de la qualité des eaux souterraines, d'alerte et de déclenchement pour les piézomètres implantés en aval du site et pour chaque type de polluant recherché conformément au guide « Seuils d'intervention pour la surveillance des eaux souterraines au droit des installations de stockage de déchets », BRGM/RP-52165-FR Février 2003. Maître HAUCOURT-VANNIER, en sa qualité de liquidateur de la société LAGANNE ISOLANTS, définit les actions à mettre en œuvre en cas de dépassement d'une de ces valeurs ;
- Un examen de l'état actuel du site et de ses environs immédiats afin d'orienter les recherches documentaires et de dimensionner à leur juste proportion les premières mesures de précaution et de maîtrise des risques si nécessaires.

4.2. Campagne de reconnaissance de la qualité des sols

Il est demandé à Maître HAUCOURT-VANNIER, en sa qualité de liquidateur de la société LAGANNE ISOLANTS, de faire procéder, sur le terrain d'assiette de ses installations, à une campagne de reconnaissance de la qualité des sols profonds, permettant de dresser les profils de concentrations, au droit des zones contaminées ou potentiellement contaminées.

4.3. Campagne de reconnaissance de la qualité des eaux souterraines

Implantation de piézomètres

Les analyses réalisées par le bureau d'études SOGESPOL en juin 2009, au droit du site de LAGANNE ISOLANTS, ont décelé une concentration pour la somme tétrachloroéthylène, trichloroéthylène de 10,5 µg/l, soit une teneur de 5% au dessus de la valeur limite de qualité instaurée par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine pour la somme de tétrachloroéthylène et trichloroéthylène.

Les teneurs relevées en tétrachloroéthylène sont plus faibles dans les captages Méroger (3,1 µg/l) et Prés Nolleys (2,6 µg/l) avec cependant une plus forte concentration dans le captage Méroger situé à 50 m du site de LAGANNE ISOLANTS. Le puits de LAGANNE ISOLANTS est situé dans le bâtiment ancien, soit d'après le sens d'écoulement des eaux souterraines, situé en amont des autres installations de LAGANNE ISOLANTS.

L'implantation de deux nouveaux piézomètres permettrait de confirmer un sens d'écoulement et un gradient de concentration pour le tétrachloroéthylène.

Surveillance des eaux souterraines

Compte tenu des produits suspectés d'avoir été utilisé et présents lors de la visite d'inspection, l'analyse des paramètres suivants est demandée : Hydrocarbures totaux (HCT), Composés organiques halogénés volatils (COHV), Hydrocarbures aromatiques volatils (BTEX), Métaux et métalloïdes, Composés aromatiques polycycliques volatils (HAP), Polychlorobiphényles, Phénols, Alcools et glycols, Isopropanol, toluène, cétones, et autres familles chimiques, les molécules à quantifier relevant de chacune d'elles, étant définies par l'industriel à partir de la liste des espèces chimiques mises en œuvre historiquement sur le site, établie en application de l'article 2 du projet d'arrêté.

Une surveillance semestrielle, en périodes de hautes et basses eaux, d'un échantillon de la nappe souterraine prélevé dans chacun des ouvrages piézométriques est demandée, à l'exception des composés organo-halogénés volatils (COHV) pour lesquels les prélèvements et les analyses seront effectués à la fréquence trimestrielle pendant un an.

La fréquence trimestrielle, pendant un an pour les composés organo-halogénés volatils, est demandée du fait de la proximité du captage d'alimentation en eau potable situé à 50 m du site et des teneurs très légèrement supérieures aux valeurs limites de qualité instaurées par l'arrêté du 11 janvier 2007 pour la somme de tétrachloroéthylène et trichloroéthylène dans le puits de LAGANNE ISOLANTS.

La fréquence pourra être adaptée en fonction des résultats.

Après chaque campagne, un rapport de surveillance est demandé avec des résultats interprétés et une mise en évidence des anomalies constatées avec commentaires par l'exploitant. Les résultats sont également comparés à des seuils d'alerte.

4.4. Interprétation des milieux – Schéma conceptuel – Plan de gestion

En application de la circulaire du 8 février 2007, relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués, le projet d'arrêté vise également à établir une stratégie de dépollution du site.

A ce titre il définit :

- une méthodologie de gestion de la dépollution du site, s'appuyant sur les nouveaux outils de gestion et de réaménagement des sites pollués mis en place par le Ministère chargé de l'environnement ;
- les modalités de gestion permettant d'adapter les usages possibles des milieux en fonction de leur état, sans obligatoirement viser une dépollution systématique ;
- la mise en place d'un contrôle qualitatif des eaux souterraines, compte tenu de la présence de polluant dans les sols ;
- les documents à transmettre au fur et à mesure des investigations

La méthodologie vise à :

- à délimiter les zones contaminées dans les sols et dans les eaux souterraines ;
- à s'assurer que l'état des milieux est compatible avec les usages constatés et à préserver les ressources naturelles ;
- à proposer une solution de réhabilitation choisie suite à un bilan « coûts-avantages » des techniques de dépollution ;
- à préciser les relations entre les sources de pollution, les différents milieux de transfert et leurs caractéristiques, les enjeux à protéger : populations riveraines, ressources naturelles, usages des milieux et de l'environnement, milieux d'exposition,... ;
- à encadrer un plan de gestion visant la réhabilitation du site ;
- à analyser les risques résiduels et vérifier leur compatibilité avec les usages ;
- à prévoir des restrictions dans le cas où la compatibilité entre l'état des milieux et les usages n'est pas vérifiée.

5. CONCLUSIONS

Compte tenu de ce qui précède, en application de l'article R.512-31 du code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir d'imposer à Maître HAUCOURT-VANNIER, en sa qualité de liquidateur de la société LAGANNE ISOLANTS, le respect des prescriptions jointes au présent rapport.

Il y a lieu également d'informer l'hydrogéologue agréé en charge de l'établissement du périmètre de captage des résultats de la campagne de surveillance des eaux souterraines.

Conformément à l'article précité, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire doit être soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) auquel il est proposé d'émettre un avis favorable.

L'inspecteur des installations classées

Pour le directeur et par délégation,
Le chef de la division environnement Industriel et sous-sol